



I) Internet et la contestation dans les pays arabes

a) **Les révoltes arabes sont-elles des « révolutions 2.0¹ » ?** « Les internautes et blogueurs, adeptes de Facebook, Twitter et YouTube, ont déclenché une mobilisation populaire qui s'étend à presque tous les pays arabes. L'icône de cette génération s'appelle Wael Ghonim, et il est égyptien.

Âgé de 30 ans, chef du marketing de Google pour le Moyen-Orient, vivant à Dubaï avec sa femme américaine et leurs deux enfants, il a reconnu, après être venu au Caire pour participer à la manifestation du 25 janvier et avoir été détenu douze jours par les forces de sécurité, être le créateur de la page Facebook « We are all Khaled Said ». Baptisée du nom d'un jeune homme torturé et battu à mort par des policiers à Alexandrie le 6 juin 2010, la page a été au cœur de la prise de conscience par les jeunes Égyptiens des abus de la police et du pouvoir, et fut la clé, avec d'autres pages contrôlées par d'autres mouvements de jeunesse, de la mobilisation du 25 janvier.

Un outil de mobilisation « Internet est l'espace de liberté du peuple, l'espace où chacun peut s'informer et communiquer, et «We are all Khaled Said» a joué un rôle crucial », témoigne

¹ 2.0 indique ainsi l'interactivité, l'appropriation de l'outil par l'utilisateur lambda, l'utilisateur qui n'a plus besoin d'être un pro de l'informatique pour naviguer sur le Web ni pour en utiliser toutes les techniques. Les magazines, les journaux télévisés évoquent régulièrement le Web 2.0 et déclinent le 2.0 dans des domaines très divers

l'avocat Gamal Eid, du Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'homme. « Ghonim n'a pas d'idéologie. C'est ce qui fait sa force, estime la militante Mona Seif. Il a réussi à mobiliser des gens comme lui, qu'on ne voyait jamais s'engager en politique. Il a parlé à tous. » Wael Ghonim, qui a galvanisé le peuple égyptien à sa sortie de prison, lors d'un entretien à Dream TV puis d'un discours place Tahrir, fait référence à une « Révolution 2.0 ». Un point de vue qui ne fait pas l'unanimité. Le blogueur Ramy Raouf tweete que « la révolution 2.0, la révolution Facebook, la révolution Twitter sont des expressions dénuées de sens ». De son côté, le journal Al-Ahram révèle qu'un certain Jamal Ibrahim, de la région d'Ibrahimiya, cherchant à rendre hommage aux révolutionnaires, a baptisé sa fille née cette semaine « Facebook ». « La révolution n'aurait peut-être pas eu lieu sans ces outils, car il aurait été difficile de mobiliser les gens, croit Mona Seif. En revanche, à partir de la manifestation du 25 janvier, Facebook et Twitter n'ont joué qu'un rôle marginal. Ce ne fut pas une révolution 2.0, ce fut une révolution de rue. Les gens seraient de toute façon restés place Tahrir jusqu'à la chute de Moubarak. » La révolution égyptienne, ce furent aussi des discours enflammés, des prières, des combats, du sang versé. « Il est possible de déclencher une révolution en quelques clics, mais ensuite, c'est le peuple qui fait la révolution », estime la militante Gigi Ibrahim.

Un facteur parmi d'autres Le journaliste Issandr El-Amrani, qui tient le blog « The Arabist », revient sur la genèse de la révolte. « Les Egyptiens étaient désabusés, par les richesses non partagées, par la corruption, par les tortures, par les scandales électoraux. La page « Weare all Khaled Said » a joué un rôle important, ainsi que d'autres militants sur Facebook et Twitter, mais il y a eu aussi la force de la révolution en Tunisie, la tuerie des coptes, la première manifestation le 25 janvier, la répression sanglante le 28 janvier. C'est là, pour toutes ces raisons, que le mouvement est devenu si fort. Et il y a eu l'intelligence des leaders du mouvement, qui ont fait passer un message clair et net, et il y a eu le soutien des médias. » Tous ces ingrédients ont abouti, selon M. El-Amrani, à une rare combinaison de facteurs différents entraînant un résultat inattendu.

La coupure d'Internet et des téléphones mobiles durant quelques jours n'a donc pas eu l'effet escompté par le pouvoir, la mobilisation étant déjà forte. « Une fois que les Égyptiens avaient décidé de descendre dans la rue, c'était bon, témoigne le blogueur Wael Abbas. En revanche, Internet nous a permis de les amener dans la rue, de diffuser des informations politiques et des détails logistiques. Je crois qu'aucun d'entre nous, militants, ne s'attendait à voir autant de gens rassemblés. » Les initiateurs des appels à la révolution ont été dépassés par la puissance de leurs outils, avant d'être surpris par la détermination et le courage des Égyptiens.

Une communauté de militants Le pays de 80 millions d'habitants compte, selon Gamal Eid, 24 millions de personnes connectées à Internet, dont près de 5,45 millions de comptes Facebook, 300 000 comptes Twitter et 250 000 blogs. C'est suffisant pour relayer efficacement des informations. « Chaque famille a au moins un membre connecté, via un ordinateur ou un smartphone », remarque Wael Abbas. Tous admettent aussi la puissance de la télévision, et le rôle important qu'a joué la chaîne qatarie Al-Jazira par son soutien affiché aux protestataires » Rémy Ourdan, Le Monde du 22.02.11

b) l'effet de miroir Les technologies de l'information sont désormais un acteur à part entière de ce changement. En intensifiant la communication horizontale au sein des sociétés, elles donnent à celles-ci une capacité d'auto-organisation sans précédent. Elles rendent à la fois insupportable et vain le contrôle de l'information par le pouvoir. Elles créent, de plus, un effet miroir qui accroît l'influence du monde extérieur : grâce aux médias audiovisuels (on pense à la chaîne Al-Jazira) et à Internet, les peuples se voient bouger à travers le regard des autres. Notre monde ressemble de plus en plus à une vaste marmite en ébullition dans laquelle tous les mouvements collectifs et toutes les idées finissent par s'entrechoquer. Rien

de tout cela ne justifie un optimisme béat, mais on peut au moins en tirer la conclusion que la démocratie reste une idée pleine d'avenir

Bernard Perret, *on est toujours surpris par les révolutions*, la Croix, 17 février 2011

II) Internet nouvel espace public ?

a) internet à mi-chemin entre l'espace public légitime et illégitime :

Wolton définit l'espace public comme un espace symbolique où s'opposent des discours contradictoires tenus par des acteurs (politiques, religieux, sociaux) qui composent la société (Wolton, 1997). (...) J. Habermas opère une distinction entre des espaces publics spécifiques structurés par les règles de la procédure délibérative et « un espace public général » qui échappe à ces règles procédurales et dont l'opinion publique obéit à une « formation informelle » (Habermas, 1997) [...] on peut dire que sans scène de visibilité publique, il n'existe pas d'action politique, ni de public et donc la communauté de citoyens destinataires de l'action est, elle aussi, inexistante. L'importance de cette reconnaissance et de la visibilité des acteurs et des organisations politiques est au cœur de la problématique qui nous intéresse dans notre approche de la proposition « espace public légitime » et « espace public illégitime ». Dans l'espace public légitime, les règles sont en partie prescrites par les médias. C'est ainsi qu'elles définissent en partie ce qui mérite d'être vu et ce qui ne le mérite pas, ce qui peut être publicisé et ce qui ne le peut pas, les prises de parole « médiatiquement acceptables »² et d'autres qui en seront systématiquement écartées en obligeant les groupes sociaux et politiques marginaux à user de stratégies et de contournements médiatiques. [...] À côté de cet espace se crée donc un nouvel espace qui englobe de multiples associations, organisations, espaces de rencontre. Dans une telle perspective, l'internet deviendrait un lieu ouvert aux différentes opportunités pour tenter de comprendre les stratégies de ces mouvements, ancrés dans l'espace public illégitime. Ils utiliseraient ainsi l'internet comme porte d'entrée pour une diffusion plus large de leurs thèses. L'internet, à travers les discours sociaux produits, devient ainsi un objet frontière à mi-chemin entre espace public légitime et illégitime. Ainsi, ce ne sont pas les outils médiatiques utilisés par les individus qui viendraient renouveler les formes de débat et avec elles, l'usage public de la raison, mais les discours pluriels qui ont investi massivement les nombreuses interfaces disponibles.

² Il faut noter que la TV a changé le fonctionnement du pouvoir : *La télévision engendre progressivement l'envahissement par l'image qui supplante la parole ; l'écran devient le lieu où tout peut être montré sous un aspect dramatique, afin que le jugement se formule, conformément au conseil de Machiavel, à partir de ce qui est vu. La persuasion politique relève moins de l'argumentation que ce qui est manifesté spectaculairement par l'effet de l'art télévisuel. La politique se fait par la diffusion quotidienne des images et 'le médium est le message': Le pouvoir dispose ainsi d'une véritable technologie des apparences qui lui permet, en même temps, de produire l'impression d'une certaine transparence ; de susciter la connivence passive ou active de nombreux gouvernés-spectateurs qui ont, durant une première période, le sentiment d'une liberté de détermination -face à l'image introduite dans l'univers privé et d'une possibilité de participation - grâce aux interventions qui leur sont proposées. Les jeux de l'écran imposent aussi un nouveau type d'acteur politique ("le télé politicien) dans les sociétés à régime pluraliste, et une nouvelle présentation de la figure de l'autorité suprême dans le cas des régimes totalitaires. Ils permettent une dramatisation permanente, adaptable aux circonstances et aux objectifs. Ils apportent à la dramaturgie politique une unité de lieu, tout en étant visibles au même moment dans une multitude de foyers. Le pouvoir doit se tenir là où est l'image, il est tenté d'en avoir le contrôle sinon le monopole.* Balandier, *Le Pouvoir sur scène*, p118, citation tirée du « politique à l'écran » p221 P Bouvier antigone

b) internet remède à l'oligarchie des compétents

Dans ces territoires interactifs, l'organisation des connaissances se recompose. La logique de traçabilité enchevêtre la hiérarchie entre les traces que je produis et celles que le groupe a disposées pour me guider. L'« intelligence collective » désigne alors moins le résultat d'une convergence que le processus de co-inscription, Co archivage et cop rescription. Non que la culture numérique fasse de chaque énoncé un ouvrage collectif, mais elle permet à « l'utilisateur de ses mémoires d'en être aussi et d'abord le rassembleur et l'organisateur ». Cette inversion affecte les contours de l'espace public du savoir, en particulier pour l'élaboration d'une culture technique. Face à l'opacité délibérée des informations fournies par les fabricants et les marchands, la mise en réseau des mémoires d'usage fonde un rapport inventif aux outils. À l'heure où « l'industrialisation de la mémoire fait du savoir une valeur monnayable au service d'impératifs hégémoniques de production et de développement »³, ce désintéressement collectif paradoxalement issu de besoins individuels est inappréciable. L'enjeu est de redonner au peuple ce pouvoir d'apprendre qui lui est confisqué par la logique marchande, en renouant avec le principe de l'isègoria : n'importe qui peut prendre la parole, n'importe quelle parole a droit de cité dans l'agora. En ce sens, l'environnement numérique est bien fondamentalement démocratique. Non parce qu'il égaliserait les écarts creusés par les rapports de forces, mais parce qu'il apporte le seul remède aux abus du gouvernement par la compétence : celui du « gouvernement par les incompetents »⁴. Contre l'accaparement de la chose publique par les oligarchies (pouvoir, expert, détenteur de droits), la démocratie rien d'autre à proposer que l'absence de titre à gouverner : tirage au sort, hasard, indifférenciation. C'est en ce sens que l'environnement numérique peut concourir à restaurer la condition du politique pour que, de nouveau les uns s'unissent à un tous et l'Un au multiple. Naturellement, ce règne du « n'importe qui » ne peut que susciter la haine des médiateurs autorisés. Les polémiques sur la valeur des connaissances transmises par Wikipédia en sont l'une des nombreuses variantes. Elles feignent d'opposer le savoir objectivable et transcendant, à l'instabilité des opinions particulières pour mieux masquer l'enjeu politique du dispositif : produire un « lieu de discussion des intérêts collectifs qui échappent au monopole gouvernement savant ».

Les idéologues du Web social répondent par le principe de « sagesse des foules ». Éloge des « collectifs flous », cette hypothèse prétend que les gens en savent collectivement plus que les experts, et que l'aptitude perceptive et heuristique d'un groupe est inversement proportionnelle à son homogénéité.

Louise Merzeau, *la toile*, « nous » : medium 20/21 p266

c) internet et l'idéologie de la démocratie directe

. En ce sens, le radicalisme démocratique associé à Internet est justifié : il puise en effet aux racines du principe fondateur des démocraties modernes. En particulier, il incarne l'utopie d'une démocratie directe, d'un espace public où toutes les instances intermédiaires – représentants politiques, presse, éditeurs notamment – seraient en voie de disparition, pour enfin laisser libre cours à l'égalité absolue des individus et de leurs subjectivités : transparence de l'information, fluidité des échanges, diversité des opinions, égalité d'accès et de « participation », décentralisation, enfin liberté au double sens de « liberté de droits » et de

³ B Stiegler

⁴ Allusion aux travaux de J Rancière présentés lors du dernier café sur la démocratie

gratuité.

En proposant, en creux, d'abolir toute forme de médiation, les réseaux laissent entrevoir la possibilité d'en finir avec la nature implicitement aristocratique, comme l'a montré Bernard Manin, de l'élection et de la représentation. L'approfondissement, en somme, du ressentiment identifié par Nietzsche dans les régimes démocratiques modernes à l'égard de ce qui juge, hiérarchise et discrimine. Une forme d'idéologie diffuse se dégage ainsi, selon laquelle finalement le régime électoral-représentatif (et toutes les institutions qui l'accompagnent) ne serait qu'une phase transitoire de la démocratie, celle-ci atteignant sa forme la plus achevée grâce aux réseaux d'information et de communication – grâce à Internet. .

Benjamin Loveluck, Internet, vers la démocratie radicale, Le Débat

III) la fracture numérique

a) Le besoin de compétence

Considérer que l'abondance de l'information en ligne, offerte à tous sans filtre ni hiérarchie, donne à chacun une autonomie, voire une liberté absolue, c'est en effet oublier que le simple accès à « toute » l'information ne remplace en rien la compétence préalable pour savoir quelle information rechercher et quel usage en faire. Comme le souligne de manière pertinente Dominique Wolton, « l'accès direct ne supprime pas la hiérarchie du savoir et des connaissances. Et il y a quelque forfanterie à croire que l'on peut se cultiver seul pour peu que l'on ait accès aux réseaux ». (Wolton, 2000, p. 89). Certains auteurs estiment d'ailleurs que l'accès aux compétences et leur répartition dans la société sont les causes principales de la « fracture numérique ». (...) Mais la fracture n'est pas seulement technique, elle est aussi culturelle et politique. La principale critique à cet égard est ainsi formulée par le sociologue Dominique Wolton : « Au fur et à mesure que le réseau va s'étendre, de nombreuses cultures auront le sentiment d'être expropriées [...]. Cela peut créer soit de l'angoisse, soit de l'agressivité, sans doute les deux [...]. Internet et l'ensemble des techniques de communication seraient alors assimilés à l'impérialisme culturel occidental, créant des réactions violentes dont de nombreux exemples émaillent l'histoire de ces trente dernières années, où s'exacerbent les questions de territoire, les irrédentismes culturels et religieux. PÉRINÉE BROTCORNE, GÉRARD VALENDUC, les compétences numériques et les inégalités dans les usages d'internet, LCN n° 1/2009. Fracture numérique et justice sociale.

b) L'abolition de la médiation :

En abaissant considérablement les barrières à l'expression et à la circulation de l'information, Internet se présente comme le média de l'abolition de la médiation, ce qui interroge directement toutes les instances intermédiaires chargées d'opérer une forme de transmission (l'éducation, la culture) ou de représentation (politique, syndicale, sociale). Cette évolution est parfaitement en phase avec le principe de légitimité des démocraties libérales, à savoir le droit des individus et leur autonomisation par rapport aux systèmes experts et aux institutions. Une des principales conséquences est que la délibération s'en trouve revigorée.

Mais la démocratie ne se limite pas à ses aspects délibératifs, et elle n'est pas non plus une fin en soi. Elle doit aussi permettre d'agir en commun. Or Internet pose de nouvelles difficultés pour la collectivité à se représenter comme corps politique, capable d'orienter le destin collectif. Cette combinaison inédite de la démocratie et du marché rend caduques les tentatives de régulation, car la loi et les institutions politiques ne sont pas en phase avec ces

évolutions. Si radical soit-il du point de vue de la délibération, le modèle démocratique qu'accompagne Internet laisse en suspens la question des responsabilités collectives et la nécessité d'action qu'implique tout engagement dans l'éducation, la culture, l'économie, la politique. Dépourvu de règles édictées au nom du bien commun et d'instances décisionnaires légitimes, le pluralisme démocratique peut se retrouver impuissant face aux forces du marché. La question de la liberté elle-même resurgit en des termes nouveaux. Les réseaux de communication, en dépit de leur façade libertaire, recèlent un risque pour les libertés personnelles.

Benjamin Loveluck, Internet, vers la démocratie radicale

c) la tour de Babel :

.. Internet a des effets plus profonds, qui viennent prolonger et accentuer l'individualisme de nos sociétés modernes. Aujourd'hui, Internet met sur le même plan tout auteur qui dépose un message ou une information sur le Net, quels que soient son origine, son savoir, son expérience. La présentation des blogs sur l'écran du Net leur donne un aspect objectif, une crédibilité, une valeur qui dépassent la simple voix de l'individu parlant à un autre. Elle devient une voix parlant au monde, une voix qui doit être respectée. C'est une « prise de parole généralisée, dont Mai 68 avait déjà donné un aperçu⁵ », qui remet en cause le privilège des éditorialistes et des journaux de donner leur point de vue. Elle nivelle tous les discours dont on ne sait plus lequel est vraiment important pour toute la société, et lequel n'est qu'un avis très personnel émis dans un moment de joie ou de tristesse passagère, lequel est de la propagande personnelle et lequel est le fruit d'un travail sérieux. Il est vrai que tout utilisateur d'Internet peut recevoir autant d'informations que le journaliste patenté. Il a un avantage énorme sur le lecteur d'autrefois. Des blogs ont même servi de source d'information à des journalistes après le tsunami d'Indonésie dans la période où le voyage sur place était encore impossible. Renversement de priorité. Pourquoi acheter aujourd'hui un journal, sinon pour avoir des analyses et des récits et non plus seulement des informations que l'on a en temps réel sur le Net et de partout, pourvu que l'on comprenne l'anglais ? De quel côté est la compétence quand on voit l'encyclopédie multilingue et gratuite Wikipédia publier 200 millions d'articles rassemblés par quelques milliers d'individus bénévoles qui regroupent leur savoir ? Les hiérarchies ont changé. Dans nos démocraties, la compétence et la responsabilité, liées souvent à une fonction, gardaient un crédit qui valait considération, qu'elles proviennent d'autorités politiques, sociales, religieuses ou médiatiques. Elles devaient être compétentes, mais elles avaient un crédit naturel. Tout cela semble remis en cause. La société moderne veut du débat, un « beau débat », au risque de transformer la démocratie en tour de Babel. [...]

On dira que ce n'est qu'un approfondissement de la démocratie, qu'enfin chacun peut s'exprimer en étant pris au sérieux. Certes, mais une telle individualisation des points de vue déstructure toute règle en société, car chacun s'invente sa règle et peut ainsi l'imposer. Or, toute société est structurée par des valeurs communes, des règles qui nous permettent de vivre ensemble. La juxtaposition de positions individuelles ne donne pas une politique commune.

Le consommateur d'Internet n'a pas encore fait toutes ses expériences. Peut-être comprendra-t-il bientôt que l'éthique de la presse vaut quand même mieux qu'un blog d'origine inconnue ? Peut-être réalisera-t-il que des groupes de pression puissants peuvent se cacher derrière des messages apparemment anonymes ? Il n'en reste pas moins que la multiplication à l'infini des discours pose de nombreuses questions. D'abord à la presse quotidienne, qui est prise en étau entre Internet et la télévision, offrant une chance nouvelle

⁵. Selon l'expression de Jacques Julliard, dans *Médias*, n° 6, p. 76.

aux médias de réflexion comme les mensuels. Plus largement, elle interroge sur les moyens de constituer des communautés humaines lorsque les points de vue individuels s'affirment dans toutes les directions en remettant en cause des structurations très anciennes. Voilà un champ de travail nouveau pour tous ceux qui pensent et agissent sur le long terme.

Pierre de Charentenay s.j., Études— Novembre 2005 – N° 4035

IV°) L'instrumentalisation d'internet

a) la domination américaine :

D'une certaine manière, l'Internet « appartient » toujours à l'État américain puisque, au-delà de cette forêt de comités techniques, les « serveurs racines »⁶. De l'Internet, son cœur fonctionnel, gérés par une entreprise américaine (Network Solutions Inc., aujourd'hui Verisign), sont la propriété du Département du Commerce des États-Unis. Ce pouvoir n'est pas absolu, mais il n'est pas non plus dénué de toute réalité. Pendant la guerre d'Irak, le gouvernement américain avait bel et bien coupé le nom de domaine « .iq », appartenant à l'Irak, ce qui prouve que la mainmise, même partielle, sur les noms de domaine peut être assimilée à une arme de guerre ou à un moyen de pression [...] Seule l'Europe est aujourd'hui en mesure de réclamer un partage du pouvoir au sein de l'instance de décision de l'Internet et de s'assurer d'une présence permanente équilibrant le poids des États-Unis.[...]L'une des conséquences de l'intransigeance américaine serait un processus de fragmentation de l'Internet : les adresses Internet ne seraient plus obligatoirement reconnues par les navigateurs d'une zone à l'autre, d'une « plaque Internet » à l'autre. La Chine serait probablement tentée de « prendre son indépendance » en créant un Internet propre, obéissant à des règles et principes différents, et plus facilement verrouillable. Cette « plaque » autonome ne communiquerait avec le reste de l'Internet que par des passerelles nécessaires au fonctionnement de l'économie chinoise. Pierre de La Coste, La gouvernance internationale de l'Internet, politique étrangère 517

b) l'impérialisme de Google :

Le premier grand succès de Google fut, bien sûr, la fiabilité de son moteur de recherche, grâce à la technique connue sous le nom de PageRank. PageRank s'est démarqué de ses prédécesseurs en jetant un regard nouveau sur les pages Web, un regard qui contenait, en germe, une attitude à la fois politique et technique. En voici la description officielle : « Pour obtenir le classement d'une page, PageRank analyse tous les liens existant sur le Web qui pointent vers celle-ci. Cette analyse de la totalité de la structure du Web permet à Google de déterminer les sites qui ont été élus comme les meilleures sources d'information par les personnes les plus intéressées par les informations proposées. Cette technique se perfectionne à mesure que le Web se développe, car chaque nouveau site constitue un nouveau point d'information et un nouveau vote à comptabiliser. » La pertinence est ici présentée comme le reflet d'un choix collectif et d'une sélection dynamique opérés par les internautes et inscrits dans le langage premier de la culture numérique, HTML. ; Mieux encore, cette sélection est en mutation permanente, grâce à la croissance continue de l'écosystème Web et des modifications qu'il introduit dans l'appréciation et l'évaluation des informations existantes. (...) Cette sélection a plusieurs conséquences. Tout d'abord, elle confond savoir et

⁶Un serveur racine gère la conversion des noms de domaine alphanumériques en adresses numériques et permet d'acheminer les requêtes vers les serveurs appropriés

savoir-faire, voire savoir-faire technique. (...) ce glissement entre savoir et savoir faire technique légitime une forme de quantification généralisée dans l'évaluation de toute information(...) C'est comme si la pertinence analysée par le moteur de recherche se propageait et enveloppait toutes activités de la société. Pertinence devient ainsi le terme magique qui autorise le développement de nouveaux outils et l'élargissement du champ d'activité de l'entreprise. L'objectif de Google est universel et sans limite. Il relève d'une forme d'arrogance de la technique caractéristique de notre époque, mais aussi d'une forme de naïveté en ce qui concerne les usages culturels inédits et non quantifiables de l'information. Milad Doueïhi Google ou le temps effacé, Medium 23 avril mai 2010

c) la détermination du profil de l'utilisateur :

..De plus en plus d'informations personnelles sont livrées sur Internet (ou récupérées à l'insu de l'internaute par le biais de cookies et autres dispositifs de marquage), et celles-ci seront de plus en plus exploitées à des fins publicitaires ou de marketing. Le «graphe social», c'est-à-dire la possibilité de tracer les interactions entre les acteurs du web et la nature de leurs relations, est devenu un enjeu crucial de la nouvelle économie (bien que la rentabilité des sites dits de réseaux sociaux ne soit pas encore à la hauteur des enthousiasmes qu'ils suscitent). Tous les liens tissés par les internautes, tous leurs déplacements, toutes leurs actions sont susceptibles d'être enregistrés et analysés. Communiquer sur le web, c'est donc accepter à terme que soient exploitées toutes les informations qui y restent consignées, et que les entreprises du web puissent constituer un profiling dynamique, réactualisé en permanence. Là encore, le marché n'est donc jamais très loin du forum. Jusqu'où peut-on anticiper les intentions sans y faire intrusion.

Benjamin Loveluck, Internet, vers la démocratie radicale

V) Les six vertus politiques d'Internet

	Vertus		*Écueils*
1	la présupposition d'égalité	:	l'exclusion des immobiles
2	la libération des subjectivités	:	la dépolitisation narcissique
3	le public par le bas	:	la fin de la vie privée
4	la force des coopérations faibles	:	la fragilité des engagements
5	l'auto-organisation	:	la bureaucratie procédurale
6	la légitimité /ex-post/	:	l'écrasement de la diversité

1-La présupposition d'égalité sur Internet – à cet égard Wikipédia constitue une figure exemplaire – vise à n'évaluer et à ne hiérarchiser les personnes qu'à partir de ce qu'elles font, produisent et disent, et non à partir de ce qu'elles sont. (...)

-Qui dirait en effet que chaque invitation à la participation active contient en elle-même la disqualification des silencieux et des passifs ? Derrière l'horizon démocratique du « tout-participatif » se reproduisent des inégalités qui ont pour origine l'inégale distribution des capitaux socioculturels dans nos sociétés. (...)

2-Internet nous a appris que, pour élargir le cercle de l'expression publique, il était nécessaire de tolérer des énonciations à la première personne, des points de vue assurés et des voix frêles, des coups de gueule, des affirmations péremptoires, des propos hasardeux, poétiques, loufoques, drôles et vibrants. (...)

-Le décroisement des prises de parole fait en effet apparaître des expressions dont la forme, la qualité et l'intérêt apparaissent très éloignés de toute préoccupation publique.⁷L'effervescence subjective du web n'est-elle pas alors la marque d'une forme de

⁷On y présente ses photos de voyage, on signale les livres qu'on a aimés, les activités pratiquées, on y affiche

désengagement politique au profit d'un culte narcissique et consommatoire de l'individualité triomphante ? (...)

3-L'espace public de l'Internet est fait d'une multitude de conversations en essaim, enchevêtrées, qui s'articulent les unes aux autres selon des logiques d'assemblage que rien ne laisse prévoir l'avance.(..) La prophétie deleuzienne du passage d'une société disciplinaire à une société de contrôle prend ici tout son sens, puisque, décentralisée et distribuée, la surveillance devient un contrôle que chacun ne cesse d'effectuer sur les autres et sur soi-même. Aussi, l'une des difficultés politiques des dénonciateurs de la société de surveillance est d'avoir aujourd'hui à tenir compte du fait que le contrôle politique ou marchand des traces s'ancre de plus en plus profondément dans l'/hubris/ curieuse des surveillés eux-mêmes. (...)

4-La plupart des grands collectifs de l'Internet sont la conséquence émergente d'interactions opportunistes dont la prémisse est l'exposition par les individus de leur identité, de leurs goûts, de leurs activités et de leurs œuvres. Les individus commencent par rendre publics leurs intérêts expressifs.(..)

En effet, ce modèle d'action donne une place si importante à l'affirmation expressive qu'elle semble affaiblir et estomper l'intentionnalité collective de la conscience des sujets. L'exhibition se paierait alors de l'oubli du collectif, comme l'ont déploré de si nombreux pourfendeurs de la culture individualiste des engagements instables et liquides(..)

5-Dans le monde réel, les collectifs « tiennent » parce que les personnes qu'ils réunissent possèdent déjà un système de valeurs et d'intérêts suffisamment proche pour être incités à se coordonner. Dans le monde numérique, ces valeurs partagées sont une production émergente⁸ des interactions entre les participants qui incorporent progressivement des identités et des croyances collectives. Mais, surtout, en raison de la diversité et de l'hétérogénéité des participants, les collectifs de l'Internet se définissent moins par des valeurs partagées que par des procédures communes(...)

6-L'espace public traditionnel était /public/ parce que les informations rendues/visibles/ à tous avaient fait l'objet d'une sélection préalable par des professionnels obéissant à des normes déontologiques qui se sont construites en même temps que le droit permettant de punir, en les/invisibilisant/, les propos contrevenants à ces règles d'attribution(...).L'attribution d'un caractère d'importance à un énoncé ne résulte pas d'une sélection préalable par un corps spécialisé, mais est la conséquence d'une hiérarchisation /ex-post/ effectuée par les internautes en fonction de leur position dans la structure des réputations sur la toile. C'est le travail effectué par les internautes pour lier les propos et leur conférer de la notoriété qui produit cette forme de visibilité particulière dans laquelle les propos « légitimes » sont ceux qui apparaissent « en haut » des hiérarchies(des moteurs de recherche, des classement des blogs, des fils d'actualité des portails d'information, des agrégateurs de news, etc.).

D Carton Vertus démocratiques de l'Internet, la vie des idées.fr

parfois ses opinions politiques ou ses préférences sexuelles, on forme des communautés autour de centres d'intérêt. On peut aussi indiquer son parcours professionnel et ses études, sur Facebook ou sur des sites plus spécialisés dans les réseaux professionnels. On y bavarde beaucoup. Tout un chacun peut y établir en temps réel ou presque la chronique de son existence, sur Internet ou via un téléphone mobile, et garder le contact avec son réseau.

Une « conversation » permanente. Pas certain qu'il s'agisse là de l'éthique discursive telle que l'imaginait Habermas.Loveluck

⁸Cf. les flahs mobs (E Burnet medium n°3) qui rassemblent des inconnus autour d'une injonction d'internet, comme s'allonger devant un musée, imiter des cris d'oiseaux